



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 30.6.2023

C(2023) 4581 final

Son Excellence Monsieur Jean Asselborn

Ministre des Affaires étrangères et européennes

Ministère des Affaires étrangères et européennes

9, rue du Palais de Justice

L-1841 Luxembourg

Objet: Notification 2023/158/L

Avant-projet de loi concernant la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits

Émission de l'avis circonstancié prévu à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Émission d'observations prévues à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités luxembourgeoises ont notifié à la Commission, le 3 avril 2023, l'«**Avant-projet de loi concernant la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits**» (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié établit des règles pour la «*mise sur le marché de produits génétiquement modifiés tels que par exemple le coton, les animaux et les fleurs décoratives ainsi que les denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés mis sur le marché. Il ne s'applique pas à la culture même ou à*

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241, 17.9.2015, p. 1.

l'élevage desdits produits dans l'Union européenne. Il ne concerne pas le matériel de reproduction végétale».

Selon les autorités nationales, le projet notifié constitue une révision de la loi sur le contrôle de l'utilisation et de la diffusion des organismes génétiquement modifiés, rendue nécessaire à la suite des adaptations du cadre législatif européen ces dernières années.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre l'avis circonstancié et les observations suivantes.

1. Avis circonstancié

1.1 Champ d'application du projet notifié en ce qui concerne la partie C de la directive 2001/18/CE

La Commission note d'emblée que le libellé de plusieurs dispositions du projet notifié est très similaire au libellé des dispositions de la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001 ⁽²⁾, relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement (ci-après les «OGM»), ce qui tend à suggérer que ce projet est censé constituer une mesure de transposition de la partie C de ladite directive.

À cet égard, l'attention des autorités luxembourgeoises est attirée sur le fait que ni le message de notification, ni le projet notifié n'indiquent que ce projet est censé constituer une mesure de transposition de la directive 2001/18/CE. Si tel était le cas, les dispositions du projet notifié, une fois adoptées, devraient être notifiées à la Commission conformément à l'article 34 de ladite directive. Conformément à l'article 7, paragraphe 1, point a), de la directive (UE) 2015/1535, telle qu'interprétée par la Cour de justice (voir l'arrêt du 22 janvier 2002, Canal Satellite Digital, C-390/99, point 48), les États membres ne sont pas tenus de notifier les mesures techniques par lesquelles les États membres se conforment à des mesures communautaires contraignantes qui aboutissent à l'adoption de spécifications techniques. Cette obligation est toutefois limitée dans la mesure où la législation nationale ne fait que transposer la législation de l'UE sans y ajouter de règles supplémentaires ou en modifier le champ d'application.

La Commission rappelle que l'article 1er de la directive 2001/18/CE dispose que *«Conformément au principe de précaution, la présente directive vise à rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres et à protéger la santé humaine et l'environnement lorsque (...) l'on place sur le marché à l'intérieur de la Communauté des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits»*. Conformément à l'article 4, paragraphe 2, de ladite

²() Directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement (JO L 95 du 7.4.2001, p. 1).

directive, quiconque veut adresser une notification au titre de la partie C, applicable à la mise sur le marché d'OGM en tant que produits ou éléments de produits, doit procéder auparavant à une évaluation des risques pour l'environnement. Les informations qui peuvent être nécessaires à la réalisation de l'évaluation des risques pour l'environnement figurent à l'annexe III de la directive.

Il ressort de l'article 12, paragraphe 1, de la directive 2001/18/CE que les articles 13 à 24 de ladite directive, qui constituent les principales dispositions de sa partie C, ne s'appliquent pas aux OGM en tant que produits ou éléments de produits dans la mesure où ils sont autorisés par la législation de l'UE, qui prévoit une évaluation spécifique des risques pour l'environnement effectuée conformément aux principes énoncés à l'annexe II et sur la base des informations spécifiées à l'annexe III de la directive.

À cet égard, les procédures d'autorisation de mise sur le marché de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés au titre du règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés comprennent les principes énoncés dans la directive 2001/18/CE.

Conformément à ce règlement, les denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés ne sont mis sur le marché qu'après une évaluation scientifique des risques qu'ils peuvent présenter pour la santé humaine et animale et, le cas échéant, pour l'environnement. Ce risque environnemental est évalué conformément aux annexes pertinentes de la directive 2001/18/CE, conformément à son article 5, paragraphe 5, point a), et à son article 17, paragraphe 5, point a), pour, respectivement, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. Dans ce contexte, les conditions de dérogation énoncées à l'article 12 de la directive 2001/18/CE sont remplies par les procédures prévues par le règlement (CE) n° 1829/2003 ⁽³⁾ pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. Par conséquent, le champ d'application du projet notifié doit exclure la mise sur le marché de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés, qui est régie par le règlement (CE) n° 1829/2003.

Par ailleurs, il résulte de l'article 12, paragraphe 2, de la directive 2001/18/CE que les articles 13 à 24 de ladite directive ne s'appliquent pas aux OGM en tant que produits ou éléments de produits dans la mesure où ils sont autorisés par le règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments ⁽⁴⁾, pour autant qu'une évaluation spécifique des risques pour l'environnement soit effectuée conformément aux principes énoncés à l'annexe II de

³) Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés (JO L 268 du 18.10.2003, p. 1).

⁴) JO L 136 du 30.4.2004 (p. 1)

ladite directive et sur la base du type d'informations spécifié à l'annexe III de ladite directive. L'article 6 du règlement (CE) n° 726/2004 inclut les principes énoncés dans la directive 2001/18/CE et définit des dispositions harmonisées relatives à l'autorisation des médicaments à usage humain contenant des organismes génétiquement modifiés ou consistant en de tels organismes au sens de l'article 2 de la directive 2001/18/CE. Il résulte de ces considérations que le projet notifié ne devrait pas s'appliquer aux questions harmonisées au titre du règlement (CE) n° 1829/2003 ou du règlement (CE) n° 726/2004.

1.2 Champ d'application du projet notifié en ce qui concerne le règlement (CE) n° 1829/2003 et le règlement (CE) n° 726/2004

La Commission note que, selon le message de notification, le projet notifié s'applique aux denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés mis sur le marché. Toutefois, cela n'est pas confirmé par les dispositions du projet notifié. En effet, l'article 5 de ce projet, qui définit son champ d'application, prévoit qu'il ne s'applique pas aux OGM en tant que produits ou éléments de produits dans la mesure où ils sont autorisés par une législation européenne prévoyant une évaluation spécifique des risques pour l'environnement.

À cet égard, l'attention des autorités luxembourgeoises est attirée sur le fait que les denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés à mettre sur le marché sont spécifiquement soumis à l'harmonisation complète résultant des dispositions du règlement (CE) n° 1829/2003. L'adoption de dispositions nationales relatives à des questions faisant l'objet d'une harmonisation complète, comme dans le cadre du règlement (CE) n° 1829/2003, compromet l'applicabilité directe de ce règlement.

Dans le cas où, contrairement à ce qui est indiqué dans le message de notification, le projet notifié n'est pas censé s'appliquer aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux génétiquement modifiés, le libellé de l'article 5 du projet notifié soulève toujours des questions juridiques.

En effet, l'article 5, paragraphe 1, prévoit que: « *La présente loi ne s'applique pas aux OGM en tant que produits ou éléments de produits dans la mesure où ils sont autorisés par une législation européenne qui prévoit une évaluation spécifique des risques pour l'environnement, effectuée conformément aux principes énoncés à l'annexe II et sur la base des informations spécifiées à l'annexe III, sans préjudice des exigences supplémentaires prévues par la législation, et qui prévoit des exigences en matière de gestion de risques, d'étiquetage, de surveillance, le cas échéant, d'information du public et de clause de sauvegarde au moins équivalentes à celles contenues dans la présente loi* ».

La Commission note que l'article 5, paragraphe 1, du projet notifié est très similaire au libellé de l'article 12, paragraphe 1, de la directive 2001/18/CE, qui fait référence aux

OGM en tant que produits ou éléments de produits autorisés par la législation de l'UE sur la base des annexes pertinentes de ladite directive.

Le libellé de l'article 5, paragraphe 1, du projet notifié semble donc subordonner l'applicabilité de dispositions spécifiques de l'Union à une équivalence avec le contenu des dispositions figurant dans le projet notifié et ses annexes. Si tel est le cas, le projet notifié, s'il est adopté sous sa forme actuelle, serait contraire au droit de l'Union, car il porterait atteinte à l'applicabilité directe des dispositions du règlement (CE) n° 1829/2003.

L'article 13 du projet notifié ne semble pas susceptible de modifier les conclusions susmentionnées. Cette disposition est libellée comme suit: *«Les OGM mis sur le marché en vertu de la présente loi ou délivrées en application du règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003, concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés, sont étiquetés dans les conditions prévues à l'annexe IV et, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'article 4, paragraphe 6 du règlement (CE) n° 1830/2003»*. Le libellé de cette disposition ne permet pas de clarifier le lien entre le projet notifié et le règlement (CE) n° 1829/2003.

Une conclusion identique peut être tirée en ce qui concerne l'article 5, paragraphe 2, du projet notifié, qui prévoit que: *«La présente loi ne s'applique pas aux OGM en tant que produits ou éléments de produits dans la mesure où ils sont autorisés par le règlement (CE) n° 726/2004⁽⁵⁾, à condition qu'une évaluation spécifique des risques pour l'environnement soit effectuée conformément aux principes énoncés à l'annexe II et sur la base du type d'informations spécifiées à l'annexe III (...)»*. Une telle formulation, si elle était adoptée, porterait atteinte à l'applicabilité directe des dispositions du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments.

Pour les raisons qui précèdent, la Commission émet un avis circonstancié prévu à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535, selon lequel l'article 5 du projet notifié, relatif à la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits, serait contraire à la directive 2001/18/CE, au règlement (CE) n° 1829/2003 et au règlement (CE) n° 726/2004 s'il devait être adopté sans tenir dûment compte des observations ci-dessus.

La Commission rappelle au gouvernement luxembourgeois qu'aux termes de l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 susmentionnée, l'émission d'un avis

⁵⁾ Règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une Agence européenne des médicaments (JO L 136 du 30.4.2004, p. 1).

circonstancié entraîne pour l'État membre auteur d'un projet de règlement technique l'obligation de reporter son adoption de six mois à compter de la date de sa notification.

Ce délai prend fin le 4 octobre 2023.

La Commission attire en outre l'attention du gouvernement luxembourgeois sur le fait qu'en vertu de cette disposition, l'État membre destinataire d'un avis circonstancié est tenu d'informer la Commission des mesures qu'il entend prendre à la suite de cet avis.

Si le gouvernement luxembourgeois ne respecte pas les obligations prévues par la directive (UE) 2015/1535 ou si le texte du projet de règlement technique concerné devait être adopté sans prendre en considération les objections qui précèdent ou être d'une autre manière en violation du droit de l'Union, la Commission peut engager une procédure conformément à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. COMMENTAIRES

2.1 Mise sur le marché d'OGM

L'article 2, paragraphe 7, de la directive 2001/18/CE stipule que «produit» désigne une préparation consistant en, ou en contenant, un OGM ou une combinaison d'OGM qui est mise sur le marché.

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, et à l'article 15, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1829/2003, ce dernier s'applique aux OGM destinés à l'alimentation humaine ou animale, aux denrées alimentaires et aliments pour animaux contenant ou consistant en des OGM et aux denrées alimentaires et aliments pour animaux produits à partir d'OGM et aux ingrédients alimentaires produits à partir d'OGM. L'article 2, paragraphe 10, du règlement (CE) n° 1829/2003 définit les termes «produit à partir d'OGM» comme étant «issu, en tout ou en partie, d'OGM, mais ne consistant pas en OGM et n'en contenant pas».

L'article 2, paragraphe 11, du projet notifié définit le terme «produit» comme une «une préparation consistant en ou produite à partir d'un OGM ou une combinaison d'OGM, ou en contenant, mise sur le marché». L'indication «produite à partir d'OGM» ne figure pas dans la définition du terme «produit» dans la directive 2001/18/CE. Cette indication ne figure que dans les définitions figurant à l'article 2, paragraphe 10, du règlement (CE) n° 1829/2003, qui est directement applicable dans tous les États membres, pour désigner les denrées alimentaires et les aliments pour animaux qui sont dérivés d'OGM mais qui ne contiennent pas d'OGM. Par conséquent, il apparaît que la définition du terme «produit» dans le projet notifié dépasse le champ d'application de la notion de «produit» figurant dans la directive 2001/18. Dès lors, le projet notifié pourrait être interprété en ce sens qu'il s'applique à des produits qui ne sont pas constitués d'OGM ou qui ne contiennent

pas d'OGM et qui, par conséquent, ne sont pas des «produits» au sens de la directive 2001/18, ce qui crée une incertitude juridique quant à sa relation avec cette directive.

En ce qui concerne la procédure de mise sur le marché d'OGM prévue dans le projet notifié, cette procédure semble correspondre à la procédure prévue à la partie C de la directive 2001/18/CE. Sur ce point, la Commission note que la définition de «*mise sur le marché*» figurant à l'article 2, paragraphe 5, du projet notifié ne correspond pas à la définition figurant à l'article 2, paragraphe 4, de la directive 2001/18/CE, car elle n'exclut pas les opérations qui ne constituent pas une «mise sur le marché» au sens de l'article 2, paragraphe 4, de la directive 2001/18/CE et qui sont réglementées dans la partie B de ladite directive (qui concerne la dissémination volontaire d'OGM à toute autre fin qu'à leur mise sur le marché (telle que par exemple, la recherche). L'attention des autorités luxembourgeoises est attirée sur le fait que le projet notifié devrait soit exclure ces opérations de la notion de «*mise sur le marché*», soit prévoir une procédure correspondant à la partie B de la directive 2001/18/CE.

En ce qui concerne les exigences énoncées dans la partie C de la directive 2001/18/CE, les articles 13 à 15 de cette directive prévoient les étapes à suivre par le notifiant et par l'autorité compétente de l'État membre dans lequel un OGM doit être mis sur le marché pour la première fois, par la Commission et par les autorités compétentes des autres États membres. Cette procédure consiste notamment en une notification et en l'établissement d'un rapport d'évaluation par l'autorité compétente de l'État membre qui a reçu la notification. Ce rapport d'évaluation doit être transmis à la Commission, qui doit le transmettre aux autorités compétentes des autres États membres dans un délai de 30 jours à compter de sa réception.

Les articles 6 à 8 du projet notifié contiennent des dispositions qui semblent correspondre à la procédure prévue par la directive 2001/18/CE pour la mise sur le marché d'OGM en tant que produits ou éléments de produits. Toutefois, les délais prévus dans le projet notifié ne reflètent pas fidèlement les délais fixés par la directive 2001/18/CE. Cela pourrait conduire à une situation de non-respect de ladite directive. Le projet notifié ne mentionne pas la procédure suivie par la Commission conformément à la directive 2001/18/CE et, en particulier, il ne mentionne pas le fait que la Commission doit transmettre le rapport d'évaluation établi par l'autorité compétente de l'État membre où l'OGM doit être mis sur le marché pour la première fois aux autorités compétentes des autres États membres dans le délai fixé par la directive 2001/18/CE. Par conséquent, la notion de «diffusion du rapport d'évaluation» utilisée à l'article 8, paragraphe 1, du projet notifié, comme point de départ du délai de 60 jours pour l'émission d'objections motivées par le ministre, n'est pas claire. En vertu de l'article 15 de la directive 2001/18/CE, la «date de diffusion du rapport d'évaluation» correspond à la date à laquelle la Commission transmet le rapport d'évaluation de l'État membre évaluateur aux autorités compétentes des autres États membres, alors que, en vertu de l'article 8, paragraphe 1, du projet notifié lu en combinaison avec l'article 7, paragraphe 2, de ce

projet, il pourrait être compris comme étant la date à laquelle le ministre luxembourgeois a envoyé le rapport d'évaluation au notifiant.

Enfin, l'article 18 de la directive 2001/18/CE traite de la situation dans laquelle une décision de la Commission européenne est nécessaire. Elle prévoit que, dans les cas où une objection est soulevée et maintenue par une autorité compétente ou la Commission, la Commission adopte et publie une décision dans un délai de 120 jours conformément à la procédure prévue à l'article 30, paragraphe 2, de la directive.

L'article 10, paragraphe 1, du projet notifié semble avoir pour objet de transposer cet article 18 de la directive 2001/18/CE dans le droit national et dispose que «*Lorsqu'une objection est soulevée et maintenue conformément aux articles 8, 9 et 12, une décision est adoptée et publiée dans un délai de cent vingt jours, selon la procédure prévue à l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011*». Toutefois, son libellé soulève une incertitude juridique, étant donné que, comme indiqué précédemment, la procédure suivie par la Commission conformément à la directive 2001/18/CE n'est pas mentionnée dans le projet notifié. En effet, si le délai de 120 jours prévu à l'article 18 de la directive 2001/18/CE court à compter de l'expiration du délai de 105 jours suivant la diffusion par la Commission du rapport d'évaluation établi par l'autorité compétente qui a reçu la notification, l'article 10, paragraphe 1, du projet notifié semble faire courir ce délai à partir d'une «objection soulevée et maintenue [conformément aux articles 8, 9 et 12]» du projet notifié et, partant, d'une objection soulevée par le ministre luxembourgeois. Par conséquent, le point de départ du délai d'adoption de la décision de la Commission, tel qu'il est fixé dans la directive 2001/18/CE, n'est pas correctement reflété à l'article 10, paragraphe 1, du projet notifié. En outre, il serait plus approprié de se référer à la procédure prévue par la directive 2001/18/CE plutôt qu'à la procédure prévue par le règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission ⁽⁶⁾.

L'attention des autorités luxembourgeoises est attirée sur la nécessité d'adapter les dispositions du projet notifié afin de se conformer aux dispositions de la directive 2001/18/CE et d'éviter toute incertitude juridique.

2.2 Contrôles officiels

L'article 14 du règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments

⁽⁶⁾ Règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission, JO L 55 du 28.2.2011, p. 13.

pour animaux ⁽⁷⁾, ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques définit les méthodes et techniques pour les contrôles officiels. L'article 13 du règlement (UE) 2017/625 fixe des exigences en ce qui concerne les comptes rendus écrits des contrôles officiels.

Le champ d'application de certaines dispositions du projet notifié semble recouper le champ d'application des dispositions susmentionnées du règlement (UE) 2017/625.

En effet, le champ d'application de l'article 18, paragraphe 1, du projet notifié, qui définit les pouvoirs des agents de l'administration vétérinaire et alimentaire luxembourgeoise, semble recouper l'article 14 du règlement (UE) 2017/625. L'article 18, paragraphe 5, du projet notifié, qui exige l'établissement d'un rapport écrit sur le contrôle officiel, semble faire double emploi avec l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) 2017/625.

L'attention des autorités luxembourgeoises est attirée sur la nécessité d'adapter les dispositions du projet notifié afin d'éviter de compromettre l'applicabilité directe du règlement (UE) 2017/625.

Les autorités luxembourgeoises sont invitées à tenir compte de ces observations.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la Commission,



Thierry Breton
Membre de la Commission

⁷) Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation relative aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) n° 2016/429 et (UE) n° 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement relatif aux contrôles officiels) (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), JO L 95 du 7.4.2017, p. 1.